

Les Yvettes comme l'expression d'un féminisme fédéraliste au Québec

Stéphanie Godin

Volume 5, Number 1, Fall 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024389ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024389ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Godin, S. (2004). Les Yvettes comme l'expression d'un féminisme fédéraliste au Québec. *Mens*, 5(1), 73–117. <https://doi.org/10.7202/1024389ar>

Article abstract

The "Yvettes" phenomenon has not received a great deal of attention in *Québécois* historiography. As a result, little is known about how the "Yvettes" assemblies of Montreal and Quebec City were organised, and even less is known about their participants. At the time, the media portrayed these women as having been manipulated by Liberal party officials. Early historical judgements reflected this belief. Moreover, historians were unwilling to consider the "Yvettes" as feminists. They were, at best, not antifeminists. A decade after the 1980 referendum, however, some historians came to accept that the "Yvettes" were not manipulated by Quebec's Liberal party. On the contrary, they had been active participants in the referendum campaign. Nonetheless, historical study of the "Yvettes" phenomenon has been hampered by the tacit alliance that has existed between egalitarian feminism and Quebec nationalism since the 1960s. This alliance has prevented many feminist historians from accepting the "Yvettes" movement as the expression of an alternative, and thus acceptable, form of feminism.

LES YVETTES COMME L'EXPRESSION D'UN FÉMINISME FÉDÉRALISTE AU QUÉBEC¹

Stéphanie Godin
Montréal

Résumé

Le phénomène des Yvettes demeure un sujet boudé de l'historiographie québécoise. D'abord parce qu'on ignore souvent comment les rassemblements des Yvettes de Québec et de Montréal se sont organisés, mais aussi parce qu'on ignore qui étaient ces femmes qui y ont participé. Suite aux événements, les journalistes dressent rapidement un portrait uniforme de ces femmes qu'on présente comme des mères au foyer insultées par les propos de Lise Payette et, de manière générale, par le discours des mouvements féministes égalitaires de l'époque. Les médias croient alors à une manipulation des participantes par le Parti libéral du Québec. Même si la plupart des historiens et historiennes ne catégorisent pas les Yvettes comme antiféministes, ils n'envisagent absolument pas qu'elles puissent être féministes. Ce n'est que dix ans plus tard que, très prudemment, quelques-uns reconnaissent que ces femmes se sont positionnées sur la scène politique et donc les reconnaissent comme des femmes actives plutôt que passives et manipulées. Néanmoins, l'alliance officieuse du féminisme égalitaire et du nationalisme québécois depuis les années soixante empêche encore plusieurs historiennes féministes d'interpréter le phénomène des Yvettes comme l'expression d'un autre genre de féminisme au Québec que celui valorisé dans les taxonomies actuelles.

Abstract

The “Yvettes” phenomenon has not received a great deal of attention in Québécois historiography. As a result, little is known about how the “Yvettes” assemblies of Montreal and Quebec City were organized, and even less is known about their participants. At the time, the media portrayed these women as having been manipulated by Liberal party officials. Early historical judgements reflected this belief. Moreover, historians were unwilling to consider the “Yvettes” as feminists. They were, at best, not antifeminists. A decade after the 1980 referendum, however, some historians came to accept that the “Yvettes” were not manipulated by Quebec’s Liberal party. On the contrary, they had been active participants in the referendum campaign. Nonetheless, historical study of the “Yvettes” phenomenon has been hampered by the tacit alliance that has existed between egalitarian feminism and Quebec nationalism since the 1960s. This alliance has prevented many feminist historians from accepting the “Yvettes” movement as the expression of an alternative, and thus acceptable, form of feminism.

Lors de la campagne référendaire de 1980, le phénomène inattendu des Yvettes retient l’attention de tous. En plus de contrecarrer les plans du Parti québécois qui cherche à obtenir l’appui des femmes au référendum, les Yvettes contrarient les perspectives du mouvement féministe alors en plein essor. Très tôt les Yvettes se voient attribuer l’étiquette de femmes au foyer conservatrices. Pour certains, elles représentent le spectre de l’antiféminisme ; pour d’autres, ces femmes se sont fait manipuler par le Parti libéral qui a su tirer profit de la gaffe de Lise Payette, alors ministre de la Condition féminine. Puis, les Yvettes s’effacent dans l’oubli. Parce qu’elles sont taxées d’emblée d’antiféministes, les Yvettes sont boudées par l’historiographie féministe québécoise. Pourtant, le phénomène des Yvettes est unique par l’ampleur de ses rassemblements et leur étendue à travers la province. Mais aussi le phénomène remet en cause de façon exceptionnelle la définition du féminisme et son rapport au nationalisme québécois.

Le phénomène des Yvettes s'inscrit dans une période très active du féminisme québécois. Le mouvement des femmes se développe considérablement au cours des années 70. C'est l'époque du mouvement de libération des femmes et de l'explosion des revendications féministes. Le féminisme réformiste, très présent durant les années 60, continue de progresser. Les associations telles l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ) progressent et accueillent de plus en plus de membres. Mais les années 70 sont surtout marquées par l'apparition d'un nouveau type de féminisme : le féminisme radical. Comme en témoigne l'historienne Martine Lanctôt dans l'ouvrage de Linteau, Durocher, Robert et Ricard, le féminisme radical vise une transformation majeure et totale des structures sociétales :

Le féminisme radical ne se limite pas à une conception de l'« émancipation » des femmes qui signifierait leur accession à des droits égaux à ceux des hommes. Le mouvement des femmes est vu plutôt comme une lutte de « libération », qui implique un bouleversement global des structures de la société et une remise en question fondamentale des rapports entre les hommes et les femmes, considérés comme des rapports de domination ou d'oppression².

Aussi, comme ce féminisme s'oppose à toute forme de domination, il s'oppose aux grandes associations à structure hiérarchique. On assiste alors à la création de plusieurs groupes de féministes militantes. Ces groupes comptent moins de membres que les grands regroupements traditionnels et partagent souvent la même vision et un même objectif.

Ainsi, par leur conviction et leur structure organisationnelle, les deux types de féminisme divergent mais se rejoignent de façon particulière durant ces années de revendica-

tions. Que ce soit au niveau juridique, économique ou social, les femmes se dotent d'organismes de service et d'aide qui pressent le gouvernement d'entreprendre des réformes.

C'est dans ce contexte où le nationalisme et le féminisme sont en pleine expansion que le gouvernement du Parti québécois prend le pouvoir en 1976. Le Parti québécois semble très tôt vouloir prouver aux Québécoises que leur situation est prioritaire dans le nouveau gouvernement et qu'elle le sera dans l'édification du nouvel État national. Il se doit de convaincre cette majorité de la population qui, de toute évidence, ne l'appuie pas dans son projet souverainiste.³ Pour réaliser cette mission dans l'électorat féminin, Lévesque choisira nulle autre que la réputée et populaire Lise Payette.

Lise Payette est pour le Parti québécois une figure de proue remarquable. Elle anime notamment une série d'émissions télévisées dont *Place aux femmes*, *Appelez-moi Lise* et *Lise Lib* diffusées à Radio-Canada entre 1965 et 1975. Elle est alors connue à travers le Québec. En 1975, elle est nommée présidente du Comité des fêtes nationales du Québec. En 1976, elle est élue dans le comté de Dorion sous la bannière du Parti québécois. Elle est nommée d'emblée ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Mais ce n'est qu'en octobre 1979 que Lise Payette occupe le poste qu'elle désire : ministre d'État à la Condition féminine. Son franc-parler, sa spontanéité, son habileté à communiquer avec les gens et son émotivité font de Lise Payette une souverainiste redoutable dans le camp du « Oui ». C'est sur elle que le Parti compte pour rassurer les gens et surtout les femmes dont on a tôt fait de cerner à tort ou à raison les craintes vis-à-vis le projet référendaire. En revanche, c'est aussi cette femme spontanée qui, par une attaque au chef du « Non » et à sa femme, permet aux Libérales de sauter sur l'occasion de lancer la campagne du « Non » avec les rassemblements des Yvettes.

Cet article porte sur les interprétations du phénomène et les tensions qu'il fait surgir au sein du mouvement féminisme de l'époque. Ainsi, nous présenterons très brièvement le mouvement des Yvettes afin de bien connaître les faits. Puis, nous exposerons les différentes interprétations du phénomène des Yvettes présentées dans l'historiographie québécoise. Finalement, nous présenterons notre analyse du phénomène. Nous concluons enfin sur le phénomène des Yvettes comme l'expression du féminisme fédéraliste traditionnel, présent au Québec, mais rejeté par le féminisme plus radical des années 1970 et par l'historiographie moderne.

Yvette : le début d'un phénomène

Le 16 octobre 1979, le Comité national de la condition féminine, créé par le Parti québécois, lance son slogan de la campagne référendaire : « La politique, c'est l'affaire de toutes les femmes ». Le comité annonce alors la tenue d'un rallye auquel toutes les Québécoises sont invitées à participer. Lors de ce rallye du dimanche 28 octobre, une panoplie de spécialistes sont présents pour discuter des grands dossiers de la condition féminine. C'est lors de ce rassemblement euphorique des supporters du Parti québécois que l'historienne Michèle Jean tient à mettre en garde le parti et lui rappelle le danger de faire un référendum en utilisant le facteur biologique : « prétendre qu'on est une vraie femme si on vote OUI, une vraie femme si on vote NON⁴. »

Cette note féminine essentialiste, le Parti québécois semble vouloir l'exploiter dès le début de sa campagne pré-référendaire en proposant aux femmes un symbole féminin : Madeleine de Verchères. L'affiche qui représente une Madeleine de Verchères armée et d'un air décidé s'intitule : *Madeleine de Verchères aurait-elle dit oui ?*⁵ Cette propagande, qui vise la conscience des électrices, les interpelle, non pas en tant

que citoyennes, travailleuses ou consommatrices, mais uniquement par le fait qu'elles sont des femmes et qu'en tant que femmes de caractère (comme Madeleine de Verchères), elles n'auront pas peur de voter « Oui ». Du côté du « Non », il ne semble pas y avoir de campagne spécifique pour les femmes. Alors que le Parti québécois s'enlignait à tort ou à raison dans une stratégie référendaire spécifiquement féminine, les Libérales n'ont qu'un mince mandat, jugé inefficace comme le précise Élisabeth Goodwin⁶, alors en charge d'un secteur du comté de Jean-Talon :

Ce qu'ils voulaient qu'on fasse, c'était des ateliers de cuisine, des rencontres de voisins, et parler des avantages de rester au Canada. Les gens invitaient leurs voisins qu'ils connaissaient, souvent qui étaient déjà pour le « Non ». Ce n'était pas émotif, c'était bien chiffré⁷.

Le 4 mars débute à l'Assemblée nationale le débat sur la question référendaire. Pour le Parti libéral, c'est un échec retentissant. Louise Robic⁸, alors présidente du Parti libéral du Québec et responsable de l'animation pour la province de Québec en vue du référendum est inquiète :

Ce qui aura réellement secoué le Parti libéral, c'est quand en chambre, il y a eu un débat. Et du côté du Parti libéral, le débat a été pauvre et les sondages nous montraient que la population était ambivalente et qu'on perdait des points. Réellement dans la population, on sentait qu'il y avait une inquiétude, un énervement, on le sentait au parti. Nos membres appelaient au Parti et disaient « Qu'est-ce que vous faites ? », « Vous ne faites rien, on va perdre le référendum, c'est épouvantable ! », il y avait une inquiétude⁹.

Monique Bégin¹⁰, qui est alors ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dans le gouvernement Trudeau, partage cette inquiétude :

Les fédéraux ne pouvaient pas se mêler des affaires provinciales [...] Au niveau provincial, ce que le simple citoyen percevait, et moi également, c'est que les libéraux ne savaient absolument pas où ils allaient et ils n'arrivaient absolument pas à se décider. Il y avait à la fois des disputes internes et ils n'avaient aucune stratégie, c'était catastrophique, ça c'était le sentiment général. Donc le sentiment que j'avais, c'était un sentiment d'impuissance du camp du NON, qui atteignait des proportions dramatiques¹¹.

Ainsi, la campagne du « Oui » semble se porter à merveille. Comme le dit René Lévesque dans ses mémoires : « C'est nous, hélas, qui allions fournir au NON ce coup de pouce qu'il lui fallait¹². » Ce coup de pouce, c'est l'introduction du fameux personnage d'« Yvette ».

Mais qui est Yvette ? Yvette est le prénom d'un personnage stéréotypé d'un manuel scolaire. Lise Payette, après avoir constaté que de tels stéréotypes persistaient toujours dans les manuels pédagogiques, se donne comme mission d'exiger une révision des contenus des manuels scolaires. Le 8 mars 1980, journée internationale des femmes, Lise Payette fait un discours ministériel dans lequel elle présente *Yvette* à ses collègues.

Guy pratique les sports, la natation, la gymnastique, le tennis, la boxe, le plongeon. Son ambition est de devenir champion et de remporter beaucoup de trophées. Yvette, sa sœur, est joyeuse et gentille. Elle trouve toujours le moyen de faire plaisir à ses parents. Hier, à l'heure du repas, elle a tranché le pain, versé l'eau sur le thé dans la théière, elle a apporté le sucrier, le beurrier, le pot de lait. Elle a aussi aidé à servir le poulet rôti. Après le déjeuner, c'est avec plaisir qu'elle a essuyé la vaisselle et balayé le tapis. Yvette est une petite fille bien obligeante¹³.

Comme le dit Lise Payette, son discours est alors un franc succès : « Le Premier ministre était scandalisé et le ministre de l'Éducation était dans ses petits souliers. Si les choses s'étaient arrêtées là, mon intervention aurait été une réussite¹⁴. » Mais voilà, les choses ne s'arrêtent pas là. Le lendemain, Lise Payette se trouve à l'auditorium du Plateau à Montréal. Devant un auditoire partisan, elle y parle de la petite Yvette, mais cette fois établit un lien entre celle-ci et la femme de Claude Ryan, Madeleine Ryan.

J'ai enchaîné en disant que j'étais une Yvette, que nous étions toutes des Yvettes à cause de l'éducation que nous avons reçue. Improvisant devant sept cent cinquante personnes, j'ai ajouté que Claude Ryan, si on en jugeait par ses propos et ses attitudes, serait le genre d'homme à vouloir que les femmes restent des Yvettes et... maladresse des maladresses, j'ai ajouté : « Il est d'ailleurs marié à une Yvette¹⁵. »

Renée Rowan, journaliste au *Devoir*, est alors la seule journaliste à couvrir la conférence de la ministre. Le lendemain, elle rapporte le discours de Lise Payette sans le commenter. Alors que son article passe plutôt inaperçu, le lendemain, le 11 mars, Lise Bissonnette signe un éditorial retentissant :

« Ayons le courage, dit Mme Lise Payette, de sortir ensemble de notre prison de peur. » Jolies paroles, accent moral, élan de belle venue. Si celle qui parle avait elle-même un peu d'élévation, on aurait presque envie de la suivre. Mais par là où passe Mme Payette pour conduire les femmes à ses fins politiques, nulle Québécoise ne devrait accepter d'aller. [...] Passe encore que Mme Payette haïsse M. Ryan. Mais qu'elle le haïsse au point de dénigrer son épouse, de lier une femme à la personnalité de son mari comme cela ne se fait plus depuis les balbutiements du féminisme que Mme

Payette adule, indique assez parmi quels rebuts elle est prête à ranger la solidarité quand son intérêt partisan est en jeu¹⁶.

La critique de l'éditrice du *Devoir* n'est pas négligeable, mais c'est le lien qu'elle établit entre Madeleine Ryan et les femmes au foyer du Québec qui fait de son article un facteur important dans le phénomène des Yvettes :

Et même si Mme Ryan n'était pas la femme engagée que l'on connaît, même si elle avait simplement élevé ses cinq enfants comme des milliers de femmes, qui en ont plein les bras chez elles, le font au Québec, de quel droit Mme Payette pourrait-elle la mépriser ainsi ? À travers elle, ce n'est pas Claude Ryan qu'elle insulte mais toutes ces femmes qu'elle a charge de défendre, auxquelles, avant même de chercher à leur faire miroiter sa définition de l'indépendance, elle doit apporter le plus possible d'égalité¹⁷.

L'histoire aurait pu se terminer là-dessus. Elle n'aurait été qu'une bourde politique parmi tant d'autres. Surtout que le comité du « Non » ne réagit pas à l'offense. Pour Claude Ryan et sa femme, l'attaque de Lise Payette ne prouvait qu'une fois de plus l'arrogance des Péquistes¹⁸. Pourtant, cet incident et l'éditorial de Lise Bissonnette ne passent pas inaperçus dans le comté de Jean-Talon à Québec. Des militantes bénévoles se rassemblent et décident de profiter de cette gaffe de la ministre pour lancer leur propre campagne du « Non » puisqu'elles jugent la campagne officielle totalement inefficace. C'est donc dans le but de trouver une solution à cet enlèvement que plusieurs femmes libérales engagées de Québec décident d'organiser un grand rassemblement, *Le Brunch des Yvettes*, le 30 mars au Château Frontenac. Malgré un appui limité du parti, l'organisation du brunch est en marche. En fait, il semble qu'il se soit organisé en moins de 24 heures. Jeanne Painchaud¹⁹ et Lyse Audet, deux organisatrices du brunch, se souviennent :

On a pris des listes téléphoniques, on a commencé avec les membres. On a appelé les gens qu'on connaissait, nos amies, nos sœurs, nos voisines, les amies de nos sœurs, en 24h tout était vendu. On allait porter les billets, il ne fallait pas que les billets restent pris dans la poste. Alors celles qui pouvaient venir les chercher le faisaient, les autres, on allait leur porter²⁰.

Le Devoir et *Le Soleil* évaluent le nombre des femmes présentes au brunch à 1 700, *The Gazette* à tout près de 2 000. Louise Robic assiste au brunch des Yvettes. De retour à Montréal, elle tient à faire un rassemblement semblable à Montréal. L'organisation bat son plein. Louise Robic et ses collègues monopolisent les bureaux du Parti libéral à Montréal, comme en témoigne Pierre Pettigrew :

J'étais renversé. Louise Robic est une organisatrice chevronnée. Elle et ses organisatrices ont envahi mon bureau à Montréal. On manquait de téléphones. Elles occupaient toutes les lignes. Elles ont littéralement monopolisé les bureaux du PLQ²¹.

Devant l'ampleur de la demande de billets, les organisatrices concluent qu'elles doivent louer le Forum. C'est Diane Fortier qui hérite de cette tâche :

J'ai parlé au vice-président puis il m'a dit : « *Lady, you're nuts* », j'ai dit : « Écoutez-là, *I'm not nuts*, j'ai besoin du Forum, j'en ai besoin. » Il m'a dit « Non, il y a la glace, et ils jouent au hockey », j'ai dit : « Vous mettrez quelque chose par dessus parce qu'on s'en vient ». Il dit : « Je ne peux plus attendre, tout le monde part pour la grande fin de semaine, si je dois recouvrir la glace, j'ai besoin d'un chèque de 30 000\$ avant 5h. » Là il n'y avait plus personne au parti qui nous parlait. On était *persona non grata*²².

Comme le rapporte le journaliste L. Ian MacDonald, devant l'initiative du clan Robic, Pierre Bibeau, organisateur

de la campagne référendaire pour le comité du « Non », ne peut qu'espérer qu'elles ne se sont pas trompées :

Pierre Bibeau, finally informed of what the women were up to, practically fell on his head: « Who did you consult ? », he asked them. Diane Fortier: « We consulted ourselves ». Bibeau: « Do you think you can fill it ? »²³

En sept jours, Louise Robic et ses collègues réalisent le plus grand rassemblement politique féminin de l'histoire du Canada : *Les Québécoises pour le NON*. Le soir du 7 avril à Montréal, c'est par milliers que les femmes entrent au Forum de Montréal. Sous les projecteurs du Forum, une vingtaine d'oratrices viennent tour à tour expliquer leur adhésion au « Non ». Comme à Québec, Michelle Tisseyre, animatrice vedette de Radio-Canada, est la maîtresse de cérémonie. Elle présente les oratrices : Madeleine Ryan, Blandine Ryan (la mère de Claude Ryan), la ministre fédérale Monique Bégin, Sheila Finestone²⁴ (la présidente de la Fédération des femmes du Québec), les députées libérales provinciales Thérèse Lavoie-Roux²⁵ et Solange Chaput-Rolland²⁶, la députée libérale Jeanne Sauvé²⁷, les sénatrices Renaude Lapointe²⁸ et Yvette Rousseau²⁹, et finalement Thérèse Casgrain³⁰, fondatrice de la Fédération des femmes du Québec, militante féministe et sénatrice. À ces personnalités s'ajoutent d'autres femmes de tous les milieux. Pendant quatre heures, les Yvettes font vibrer le Forum. Pour plusieurs participantes, le moment le plus émouvant demeure celui où Thérèse Casgrain s'est avancée sur l'estrade. On rapporte que pendant plusieurs minutes, cette pionnière du mouvement des femmes au Québec a été ovationnée. L'orchestre aurait alors joué « Vive la Canadienne ». Une femme loin dans les estrades aurait commencé à chanter, suivie des quinze mille autres.

Ces rassemblements sont un coup dur pour le comité du « Oui », surtout que les rassemblements se multiplient dans les semaines suivantes partout à travers la province. Des femmes de différentes régions appellent aux bureaux du Parti libéral : elles veulent absolument organiser un rassemblement d'Yvettes dans leur comté, mais aussi, les femmes veulent s'impliquer dans la campagne³¹. Au total, on estime qu'une cinquantaine de rassemblements ont lieu à travers la province. Les Yvettes ont-elle rendu possible la victoire du « Non » ? Malheureusement, il nous est impossible de prouver que le phénomène des Yvettes a eu un impact sur les intentions de vote des Québécois. Par contre, plusieurs s'entendent pour dire que les Yvettes ont servi d'élément déclencheur et de moteur à la campagne du « Non » à commencer par le chef du comité du « Non », Claude Ryan, qui définit le phénomène des Yvettes comme le *momentum* de la campagne référendaire :

Je crois que ça été le point tournant. Plusieurs journalistes superficiels croient que le point tournant a été le discours de Trudeau au centre Paul-Sauvé. Le tournant a été l'incident des Yvettes. Nous avons perdu le débat sur la question à l'Assemblée nationale, le P.Q. commençait la campagne avec une légère avance. D'ailleurs, il y avait eu un changement dans l'opinion à compter du début de l'année. On avait senti ça. Cet événement-là est arrivé puis il a changé l'opinion et puis c'est resté comme ça depuis l'incident des Yvettes jusqu'au résultat du référendum. Ça a été un tournant, vraiment un tournant. Ça a donné beaucoup d'enthousiasme au camp du NON évidemment, ça a eu un rebondissement formidable qui n'eût pas été possible dans d'autres circonstances³².

Selon un article de Pierre Bellemare de *La Presse*, Pierre Bibeau, alors chef de la campagne du comité du « Non », jubilait. Il se réjouissait de la tournure des événements, lui qui

de prime abord, d'après les organisatrices de Québec, n'était pas du tout convaincu de la pertinence de l'entreprise : « Les femmes sont en train de créer un effet d'entraînement terrible, elles sont en train de donner à notre campagne une tournure fort heureuse³³. » Un autre organisateur libéral, Jim McCann, lors du rassemblement au Forum, avouait l'impact de ces rassemblements sur la campagne : « It's a boost, and to be frank, we needed that³⁴. » Dans *Un référendum confisqué : Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, l'historien Claude Marsolais fait du mouvement des Yvettes la rampe de lancement de la campagne référendaire du comité du « Non »³⁵. Ainsi, les Yvettes auraient réussi à fouetter les troupes du comité du « Non » par leur enthousiasme contagieux. Elles l'ont transmis à la population, créant, particulièrement chez les femmes, un désir d'afficher leur adhésion au « Non » et de s'impliquer publiquement dans la campagne. Aussi, l'implication de centaines de femmes dans les différents comtés du Québec expliquerait en partie que le phénomène des Yvettes ait permis la victoire du « Non ». Les organisatrices, du moins, demeurent convaincues que les femmes ont fait la différence.

Interprétations du phénomène des Yvettes

Au lendemain du référendum, on tente d'expliquer, d'interpréter et d'analyser les positions politiques des Québécois. Mais aussi, on doit relever un défi important : comprendre et interpréter le phénomène le plus inattendu de la campagne, celui des Yvettes. Plusieurs interprétations naissent à mesure que le phénomène se développe. Ainsi, les premiers à livrer leur interprétation sont les journalistes.

Un ressac antiféministe

Suite au premier rassemblement d'Yvettes à Québec, les journalistes croient à une simple manifestation des fem-

mes pour le « Non ». *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil* décrivent le déroulement du brunch à Québec, mais ne présentent aucune interprétation. C'est à l'annonce du rassemblement au Forum, et donc face à l'ampleur du mouvement des Yvettes, que certains journalistes émettent des opinions sur ce qui semble de plus en plus être un phénomène. Ce sont les journalistes, avec en tête Lise Bissonnette, qui émettent l'hypothèse du ressac antiféministe. Devant ce rassemblement extraordinaire de femmes, que l'on croit à tort majoritairement des ménagères, on conclut qu'il s'agit d'un phénomène antiféministe. On l'interprète comme une manifestation de femmes au foyer insultées non seulement par la remarque de Lise Payette, mais par le féminisme des dernières années en général. Le 9 avril, deux jours après le rassemblement au Forum, Lise Bissonnette présente cette interprétation dans *Le Devoir* :

Des milliers de femmes, pendant qu'on travaillait en leur nom, ne se sont pas reconnues dans le discours de la « libération » et ont même eu l'impression qu'on les méprisait et les ridiculisait en traitant leur vie quotidienne comme une indistincte grisaille dont il fallait à tout prix sortir sous peine de ne pas exister³⁶.

Le même jour, Marc Laurendeau du journal *La Presse* soutient aussi cette interprétation :

Des milliers de femmes depuis plusieurs années, sont irritées, outrées même parfois par la manière dont le mouvement féministe et même certaines séries d'émissions de Radio-Canada s'efforcent de libérer les femmes mais en dénigrant leur rôle actuel. Une rancœur s'est accumulée³⁷.

Pourtant, ce ne sont pas tous les journalistes qui interprètent l'affaire Yvette de cette façon. Lysiane Gagnon, édi-

torialiste à *La Presse*, était présente lors du rassemblement au Forum :

Durant la longue soirée qu'a duré le ralliement des *Yvettes* au Forum de Montréal, je n'ai pas entendu une seule oratrice critiquer Lise Payette ni même faire directement allusion à ses propos. Les oratrices, donc, se sont bien gardées d'exploiter l'affaire dans le sens d'un res-sac antiféministe ou d'une *querelle entre femmes* ³⁸.

Son témoignage rejoint la conclusion de l'étude de Lamothe et Stoddart³⁹. Ces deux historiennes, après avoir analysé les discours des oratrices au Forum de Montréal, arrivent à la conclusion qu'il ne s'agissait pas d'un rassemblement antiféministe.

D'après les historiennes féministes Michèle Jean et Marie Lavigne, les féministes, tout comme plusieurs journalistes, auraient interprété le phénomène des *Yvettes* comme un retour de la droite et une opposition au féminisme contemporain. Selon elles, les médias auraient favorisé le développement de cette interprétation chez les féministes :

Cette manifestation [celle du Forum] et la trentaine d'as-semblées régionales qui suivirent furent interprétées par plusieurs comme un indice de la montée de la droite, comme un rejet des valeurs féministes. De façon générale, les féministes ont perçu le phénomène des *Yvettes* comme une rétroaction, comme une remise en question de leurs pratiques et de leur engagement. [...] Il est vraisemblable que le traitement de l'événement par la presse les ait influencées : une presse qui a rapidement enfourché le cheval de l'anti-féminisme plutôt que d'analyser la question en posant les solutions alternatives⁴⁰.

La plupart des historiens, cependant, ne croient pas à un *backlash* antiféministe. Au printemps 1981, Jennifer Stoddart et Jacqueline Lamothe font publier leurs analyses du phéno-

mène des Yvettes dans la revue *Atlantis*. Elles ont cherché à mieux connaître les Yvettes et leurs intentions en analysant entre autres choses leurs discours lors des rassemblements. Voici leur conclusion :

Il est clair que le langage des Yvettes n'est pas un langage anti-féministe, mais les discours du Forum sont néanmoins un appel émotif aux valeurs que, selon la tradition, les femmes doivent incarner [...] Il paraît difficile d'affirmer que le mouvement des Yvettes fut foncièrement anti-féministe⁴¹.

Tout en admettant que le langage des Yvettes n'est pas antiféministe, les historiennes Lamothe et Stoddart considèrent que les principaux arguments énoncés dans les discours au Forum font appel aux valeurs que, selon la tradition, les femmes doivent incarner⁴². Elles notent par exemple l'évocation des sentiments de fierté et de dignité envers la patrie et la langue, de ténacité et de courage des Québécoises qui puissent leur force à même leurs mères et grands-mère et la responsabilité morale des femmes et des mères envers leurs enfants⁴³. Le discours de Solange Chaput-Rolland au Château Frontenac démontre bien ces thèmes relevés par l'analyse des historiennes :

Nous sommes, depuis qu'Adam sans être consulté nous donna une de ses côtes, au cœur de la vie puisque nous donnons la vie ; nous sommes une île et une maison, une forteresse et une tendresse, mais nous sommes la fibre même du pays qui nous a vues naître, parce que nous lui avons donné des bras, des muscles, des ressortissants, une foi, un amour et une fidélité [...] Dans votre mémoire collective, Femmes de mon pays, vous avez été aux champs et aux labours, aux enfants et aux amours avec le même courage, la même force, la même abnégation [...]⁴⁴.

Mais attention, ces discours plein d'émotion faisant appel aux valeurs dites féminines et à la responsabilité morale des femmes n'est pas propre aux Yvettes. Une étude des interviews et des lettres d'opinion dans les journaux nous démontre que les femmes, en général, qu'elles soient pour le « Oui » ou le « Non », font allusion à leur rôle de mères ou de bâtisseuses dans l'histoire nationale.

Le Soleil cite les propos de Madeleine Ryan lors du *Brunch des Yvettes* à Québec : « Mme Ryan a expliqué brièvement qu'elle voulait transmettre à ses enfants *un pays avec tous ses morceaux*⁴⁵. » Étrangement, celle que l'on oppose à Madeleine Ryan, Lise Payette, qualifiée de radicale, propose le même genre de discours à l'Assemblée nationale : « Pour ma part, après avoir donné des enfants à ce pays, je travaille de toutes mes forces à donner un pays à ces enfants⁴⁶. » Alors que Thérèse Casgrain fait appel au devoir des femmes de léguer le Canada en héritage à leurs enfants⁴⁷, Lise Payette demande aux femmes de dire « oui » pour rester dans la lignée de celles qui ont fait l'histoire⁴⁸.

Mais ce ne sont pas que les têtes d'affiche qui utilisent ces arguments. Les tenants du « Oui » et du « Non » font aussi référence à leur devoir envers leurs enfants, ce devoir qui est totalement inexistant dans l'argumentation masculine. La revue *Châtelaine* de mai 1980 interviewe une vingtaine de femmes, connues ou non, sur la question référendaire. Toutes, sauf une, font référence à leurs enfants : « Le fédéralisme répond à ma vision de la société. Ce sont des valeurs que je veux que mes enfants héritent [...] »⁴⁹ ; « J'espère, avant de mourir, que les efforts que j'ai faits pour aider à bâtir la société québécoise vont aboutir enfin à ce « oui ». Je ne peux faire autrement, pour mes enfants⁵⁰. » Ainsi, le discours faisant référence aux devoirs des femmes envers leur progéni-

ture n'est pas exclusif aux femmes du « Non » et aux Yvettes, mais bien à la majorité des femmes en 1980.

Toutefois, ce type de langage, bien qu'il semble à cette époque celui de plusieurs femmes, rappelle le féminisme traditionnel du début du XX^e siècle. Ce féminisme que l'on appelle communément « de la différence » affirme la différence entre les sexes et leur complémentarité. Ces féministes de la différence réclament des droits égaux à ceux des hommes, non pas sur la base d'une égalité entre hommes et femmes, mais au nom de leur différence. Ainsi, le thème de la maternité et l'importance du rôle de la mère est central dans ce discours. C'est aussi par ce même discours de la différence que les femmes célèbrent leurs premières victoires. C'est au nom de leur statut de mères qu'elles réclament le droit d'être instruites ou d'avoir leur nom sur le chèque des allocations familiales envoyé par le gouvernement. Au Québec, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, les Cercles des fermières et ensuite la Fédération des femmes du Québec présentent ce genre de féminisme. Une partie des Yvettes, d'après les discours énoncés dans leurs rassemblements, s'inscriraient dans la tradition de ce féminisme. Un féminisme adapté à son temps, qui maintient son discours sur l'égalité dans la différence au niveau du travail non salarié et salarié et des relations hommes/femmes en général.

Au Québec, le féminisme de la différence est rejeté en bloc dans les années 70 par le féminisme radical. Le premier est incompatible avec le second qui rejette totalement l'idée que les hommes et les femmes puissent être d'emblée différents. Selon les féministes radicales, c'est cette notion de différence qui aurait permis l'oppression des femmes dans l'histoire.

Si les féministes radicales rejettent cette version « traditionnelle » du féminisme, elles rejettent aussi son histoire.

En effet, tout à coup l'historiographie québécoise semble avoir honte de ce féminisme trop souvent associé au catholicisme et pas assez radical. Thérèse Casgrain, figure modèle du féminisme de la différence et une des femmes les plus impliquées dans le développement d'associations féministes, se retrouve tout de même au cœur d'un débat sur le féminisme. Dans l'historiographie féministe, on lui préfère Idola St-Jean parce que plus radicale. Bien vite, ces deux femmes qui ont travaillé côte à côte pour les mêmes droits se retrouvent opposées dans une historiographie qui fait d'Idola St-Jean la leader du féminisme égalitaire et de Thérèse Casgrain, celle du féminisme de la différence.

Encore aujourd'hui, le féminisme de la différence ne fait pas bonne figure dans l'historiographie. On semble tolérer qu'il ait été présent dans la première partie du siècle, mais plus maintenant. On analyse de plus en plus les associations de la différence comme des associations féminines et non pas féministes. C'est ce débat au cœur de l'historiographie féministe entre le féminin et le féminisme qui explique en partie la non-reconnaissance du mouvement des Yvettes.

Très peu d'historiennes féministes reconnaissent que les Yvettes aient pu être féministes ou aient agi de façon féministe puisqu'elles ne correspondent pas au genre de féminisme accepté dans l'historiographie québécoise. Micheline Dumont, par exemple ne croit pas que les Yvettes aient été des féministes. Elle croit plutôt que « c'est la colère contre la ministre qui les avait insultées ou l'enthousiasme d'organiser des manifestations réussies qui les a mobilisées⁵¹ ». Ainsi, même si certaines historiennes, comme Micheline Dumont, ne catégorisent pas les Yvettes d'antiféministes, comme le font certains journalistes, elles n'envisagent pas non plus qu'elles puissent être féministes.

En 1983, Diane Lamoureux se penche sur le phénomène des Yvettes dans le cadre d'un article sur le féminisme et le nationalisme et conclut, elle aussi, que ce mouvement n'était pas antiféministe. La politologue propose une autre interprétation :

Il me paraît plus adéquat d'en faire un refus de la seule image de la femme émancipée, c'est-à-dire, celle qui doit en faire deux fois plus : gagner sa vie comme un homme sans rien sacrifier des attributs de la féminité [...] Il s'agit d'un refus du mépris, mépris des ménagères au nom de la modernité⁵².

Mais alors, s'il est vrai que les Yvettes ont réagi à ce modèle qu'on voulait leur imposer, s'il est vrai qu'elles ont manifesté pour exiger le droit d'être elles-mêmes, n'est-ce pas là un geste foncièrement féministe ? Comme le dit Jennifer Stoddart dans un article publié dans *Le Devoir*, le premier constat à faire suite au mouvement des Yvettes est « que les femmes ne sont pas et ne peuvent pas être une force homogène⁵³ ». Ainsi, tout comme les femmes ne sont pas un bloc homogène, le féminisme ne l'est pas non plus. Peut-on croire alors que les Yvettes, non seulement n'ont pas créé un mouvement antiféministe, mais ont permis l'expression d'un autre féminisme ?

Une manipulation des femmes

Alors que certains croient que les Yvettes sont des antiféministes, d'autres les perçoivent comme des victimes qui se sont fait manipuler. En effet, une autre interprétation du phénomène veut que les femmes, participantes, oratrices et organisatrices, aient été manipulées par le Parti libéral. Le 21 avril 1980, quelques semaines après le rassemblement du Forum, une lettre d'opinion est présentée dans le journal *La Presse* :

J'étais parmi les quelques milliers de femmes qui ont assisté à l'assemblée du Parti libéral du Québec au Forum de Montréal. J'y étais pour la première heure, mais tout à coup je me suis rendue compte que j'étais le jouet de ces bourgeoises qui s'étaient donné le mot pour se payer ma tête et celles de toutes les femmes présentes. Je me suis sentie exploitée, dupée, abusée et je suis sortie de cette « cage aux folles » en me disant que je n'avais rien de commun avec ce « panel » de femmes qui sont depuis longtemps en rupture de ban avec le rôle de la femme au foyer⁵⁴.

Cette participante qui s'est sentie trompée par les femmes libérales n'est pas la seule à avoir soulevé le thème de la manipulation. En fait, la manipulation des femmes demeure la position officielle du Parti québécois. Il accuse les oratrices d'être de fausses Yvettes. Pour Lise Payette, c'est une évidente mise en scène :

Je ne pouvais pas croire que les Thérèse Casgrain, Monique Bégin, Sheila Finestone, Solange Chaput-Rolland pour ne nommer que celles-là, toutes des personnes avec lesquelles j'avais déjà eu l'occasion de travailler sur des sujets concernant les femmes, allaient accepter d'être complices d'un tel mensonge et de l'humiliation que l'organisation libérale faisait subir aux femmes en leur collant l'étiquette d'Yvette [...]. Ces têtes d'affiche du Forum n'avaient jamais accepté d'être des femmes au foyer, que je sache ! Ces féministes déclarées allaient se donner en spectacle au Forum⁵⁵.

Il est assez paradoxal que le Parti québécois, qui, quelques mois auparavant, avait proposé le stéréotype de Madeleine de Verchères comme modèle féminin, se dise offensé par l'utilisation du stéréotype d'Yvette. D'autant plus que cette interprétation tend à sous-estimer le jugement des participantes et des organisatrices. Mais aussi, ce qu'on semble repro-

cher au Parti libéral, c'est d'avoir détourné la frustration des femmes au foyer, indignées par les propos de Lise Payette, et d'en avoir tiré profit pour la création d'une vaste campagne féminine fédéraliste. Comment peut-on croire que cinquante milles femmes au Québec se sont fait manipuler, alors que les partis officiels avaient du mal à rassembler à peine quelques centaines de personnes pendant les campagnes électorales ? Comment peut-on penser que des milliers de Québécoises se seraient fait prendre au piège sans les sous-estimer grandement ? Comment peut-on croire que des politiciennes comme Monique Bégin, Louise Robic, Thérèse Lavoie-Roux et Thérèse Casgrain aient été manipulées par le parti sans les prendre pour des débutantes ? Mais alors, si les femmes ont participé au mouvement des Yvettes de plein gré, pour quel motif l'ont-elles fait ?

Notre analyse du phénomène des Yvettes

D'abord, il est primordial d'établir que les Yvettes ne constituaient pas un groupe homogène et donc qu'elles n'ont pas toutes participé au mouvement pour les mêmes raisons. Très tôt, on a cherché à stéréotyper la parfaite « Yvette »⁵⁶. Notre analyse des sources de l'époque et des témoignages recueillis vingt ans plus tard nous permet de conclure que les Yvettes étaient un groupe tout à fait hétérogène tant au plan idéologique que socio-économique. Toutefois, elles étaient toutes fédéralistes.

Une réponse à Lise Payette.

Pourquoi les femmes ont-elles participé à ce regroupement en si grand nombre ? Certaines femmes auraient-elles voulu répondre à l'insulte de la ministre d'État à la Condition féminine ? Il ne fait aucun doute que Lise Payette a fait une gaffe politique irréparable en comparant Madeleine Ryan à la

petite Yvette du manuel scolaire. Toutefois, ces propos ont-ils réellement insulté les femmes du Québec ? L'accusation de Lise Payette visait-elle les femmes au foyer, ou sont-ce les propos de Lise Bissonnette qui ont fait prendre un tout autre sens à ceux de la ministre ?

Il est peu probable que Lise Payette ait consciemment voulu insulter les femmes qu'elle avait la responsabilité de représenter. Comme elle l'a dit à maintes reprises, ce n'était qu'une maladresse issue d'un discours improvisé⁵⁷. Elle n'avait donc pas pesé le poids de cette comparaison. À l'heure où les revendications féministes demandant l'égalité des hommes et des femmes au travail faisaient rage, il est probable que le rôle des femmes au foyer ait été dévalué. Dans ce contexte, Lise Bissonnette voit dans les propos de la ministre une insulte pour toutes les femmes au foyer qui avaient fait le même choix que Madeleine Ryan de demeurer à la maison pour élever leurs enfants.

Suite aux propos de Lise Payette, plusieurs mères au foyer se sont senties insultées. Plusieurs ont écrit des lettres dans les journaux tels *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Le Journal de Montréal*. D'après une étude menée par Michèle Jean et Marie Lavigne, les attaques contre la ministre ont été nombreuses et représentaient près de 10% des lettres des lecteurs⁵⁸. Au delà de cette gaffe politique, nous pouvons nous interroger sur l'appréciation des positions féministes de Lise Payette : sa réputation et ses précédentes déclarations auraient-elles amplifié les réactions à son égard dans l'affaire Yvette ? Certaines femmes que nous avons interviewées se disaient exaspérées par ses prises de position féministes qui leur semblaient radicales. Ces mêmes femmes jugeaient les allusions de Lise Payette parfois blessantes pour les femmes au foyer. Pour elles, se faire traiter d'Yvette était en somme l'accusation finale

à laquelle il fallait réagir. Louise Robic s'est dit elle aussi choquée par les propos de Lise Payette :

Lise Payette a toujours voulu, comme bien d'autres d'ailleurs, faire sortir les femmes de leur cocon ou de leur maison en les insultant et moi j'ai un gros problème avec ça. À quelques reprises j'ai entendu Lise Payette à la radio, elle me choquait, elle m'insultait par ses paroles et parce qu'elle était très négative. Elle a toujours été négative, elle a toujours montré qu'elle haïssait les hommes. Je suis mère et je me suis toujours considérée égale à mon mari. Et je dis : vive la différence dans l'égalité⁵⁹.

Ainsi, pour plusieurs femmes, Lise Payette représentait le féminisme radical. Plusieurs femmes interviewées se disent féministes, mais tiennent absolument à se distancer des féministes radicales, *celles qui brûlent leur soutien-gorge*. Même si Lise Payette, à notre connaissance, n'a jamais brûlé son soutien-gorge lors d'une manifestation, il semble qu'à sa manière de parler des hommes et à ses opinions sur les relations hommes-femmes, elle représente pour plusieurs le féminisme radical, alors très répandu dans certains milieux montréalais.

Diane Lamoureux définit le féminisme radical comme un courant qui « part du postulat que l'antagonisme premier se situe entre les hommes et les femmes⁶⁰ ». Ainsi, il ne suffit pas de pallier les inégalités entre les hommes et les femmes par des modifications légales ou économiques, mais bien de reconsidérer de façon globale les relations hommes/femmes et donc la société. Bien entendu, les femmes doivent prendre part à cette redéfinition⁶¹. Des groupes radicaux apparaissent dans les années 70. Une faction de ce féminisme radical est rattaché au mouvement de gauche et donc vise à *féminiser la révolution socialiste*⁶² et à entraîner les femmes dans le mouvement révolutionnaire. Le FLF (Front de libération des fem-

mes) est lié à ce mouvement de gauche et apparaît au Québec en 1969. Tout compte fait, ces groupes fonctionnent à la manière de groupes révolutionnaires et ne visent rien de moins qu'à révolutionner le système patriarcal, par la révolution féministe plutôt que par la révolution ouvrière.

Ainsi, il semble bien que Lise Payette ne soit pas féministe radicale. Elle-même ne se considère pas radicale :

Je ne suis pas une féministe radicale, je considère les féministes radicales comme le fer de lance du mouvement, je les ai toujours lues et écoutées avec attention, mais je ne suis pas capable d'endosser l'ensemble de leur pensée et de leur action⁶³.

Nous pourrions débattre longuement de l'engagement féministe de Lise Payette qui nous apparaît, à notre époque, non pas radicale, mais plutôt féministe de son temps. Cette femme désireuse de s'engager politiquement pour faire évoluer la cause des femmes reprend dans plusieurs discours d'analyse féministe le thème de la *victimisation* :

Entre aujourd'hui et le jour du référendum, il y a le temps de faire prendre conscience aux femmes de la nécessité pour elles de dire oui, même si ce qu'on leur demande est particulièrement difficile pour nous, les femmes. Les politiciens de tout temps nous ont tellement mises de côté. On nous a coupé les ailes deux fois, comme femmes et comme Québécoises. Et pourtant, on nous demande avec les ailes coupées de nous envoler. [...] Dans un an ou deux, cette discrimination dans les manuels scolaires n'existera plus. Mais pour nous, le dommage est fait, les ailes sont coupées. C'est plus difficile pour nous de prendre cette décision politique qu'on nous demande maintenant de faire⁶⁴.

Ainsi, elle reprend les critiques féministes de l'aliénation des femmes et de leur soumission. Cette aliénation, en grande partie due, selon elle, à l'éducation sexiste et stéréotypée, ex-

plique les difficultés des femmes à sortir de leur *prison de peur*. Mais voilà que des femmes qui ont été éduquées comme la majorité des Québécoises et qui ont étudié à partir de manuels scolaires présentant le symbole de la petite Yvette ne se sont pas reconnues dans son discours ni dans le discours des groupes féministes radicaux de l'époque. Certaines de ces femmes se sont opposées à cette vision féministe réductrice de leur rôle d'épouse et de mère à la maison et ont réagi aux propos de Lise Payette, d'autant plus qu'on sous-entendait que leur adhésion au « Non » s'expliquait par leur éducation et par la peur. En se disant Yvettes, ces femmes cherchaient à prouver qu'elles n'étaient ni peureuses, ni malheureuses, ni prisonnières de leur choix de vie, mais plutôt qu'elles en étaient fières et qu'elles étaient des Québécoises à part entière. Comme l'explique une participante, Andrée Dontigny et l'organisatrice Diane Fortier, les femmes se sont opposées à cette image de victimes.

For many women, it was their first experience at really expressing themselves. Payette, when she said that, she said it not to put women down, but to wake them up. She did, involuntarily, exactly what she set out to do⁶⁵.

We probably helped a lot of women come out of their homes and a lot of women to come out of themselves⁶⁶.

Motivations politiques

Ainsi, assurément, une proportion d'Yvettes s'est présentée aux rassemblements dans le but de répondre à Lise Payette et peut-être aussi, dans certains cas, au féminisme radical. Cependant, notre recherche confirme que des participantes ont endossé l'identité d'Yvette pour des raisons politiques. Elles auraient ressenti l'urgence de démontrer la présence du « Non » au Québec et de faire compétition aux pan-

cartes, aux drapeaux fleurdelisés qui donnaient l'impression que seuls les séparatistes prenaient part à la campagne. Cette prise de position publique serait d'autant plus importante pour les femmes qui voulaient s'opposer au rapprochement que la ministre d'État à la Condition féminine faisait à l'égard de l'indépendance des femmes et celle de la province de Québec : « Il y a une analogie extraordinaire entre la condition des femmes qui veulent sortir de leur dépendance traditionnelle, et celle du Québec⁶⁷. » Logiquement, on peut conclure que pour Lise Payette, les femmes qui souhaitaient être autonomes et qui souhaitaient la libération des femmes devaient automatiquement souhaiter l'indépendance du Québec puisque le destin des unes et de l'autre semblait aller de pair. Toujours selon le discours de la ministre, les femmes ne souhaitant pas l'indépendance du Québec étaient donc des Yvettes, des femmes soumises, non autonomes, dépendantes, comme le Québec d'alors.

Ainsi, les rassemblements des Yvettes devenaient pour plusieurs femmes l'occasion de se prononcer pour le « Non ». Quelques-unes de nos répondantes ont affirmé qu'elles avaient participé au rassemblement du Forum, non pas parce qu'elles s'étaient senties insultées, mais bien par conviction politique, pour la cause du fédéralisme.

Que ce soit à Québec, à Montréal ou ailleurs en région, les femmes avaient diverses raisons de participer aux rassemblements des Yvettes. Certaines tenaient à prouver à Lise Payette qu'elles étaient des Yvettes par choix, heureuses, fières d'être des femmes avec leur propre opinion politique. D'autres profitaient de ce grand rassemblement pour affirmer leur adhésion au « Non » et au fédéralisme. Dans le contexte, il semblait difficile d'appuyer le « Non » sans être jugé par les tenants du « Oui ». Le crier à 15 000 était beaucoup plus facile et beaucoup plus spectaculaire. Suite à cette affirmation

publique, bien des femmes ont continué de porter leur macaron à la boutonnière pour le reste de la campagne. Ainsi, leur participation aux rassemblements des Yvettes avait eu des conséquences sur leur engagement politique personnel, mais aussi sur la visibilité du « Non ».

Une stratégie des militantes libérales

Une autre interprétation s'impose depuis les années 90. De plus en plus, on croit que le phénomène des Yvettes serait en fait le fruit d'une stratégie géniale de la part des organisatrices libérales. Ainsi, plutôt que de croire que le phénomène était l'expression d'un mouvement antiféministe ou le résultat d'une manipulation des Québécoises, on croit, dix ans plus tard, que les militantes libérales ont stratégiquement permis l'expression des forces du « Non ».

Nous savons que la première initiative revient aux militantes de Québec. D'après les propos d'une des organisatrices, Élisabeth Goodwin, ces femmes s'étaient rassemblées, non pas pour organiser une réplique à Lise Payette, mais pour relancer la campagne du « Non » qu'elles jugeaient en difficulté. Elles cherchaient ensemble un déclencheur pour sauver la campagne et sauver leur pays.

Les organisatrices de Québec ne cachent pas qu'elles ont alors profité de la gaffe de l'adversaire, et donc agi comme de bonnes politiciennes : « C'est sûr qu'il y avait de la récupération politique. On l'a fait dans une époque très politique⁶⁸. » « Quel parti n'aurait pas fait ça. On a été lumineuses de sauter sur ce mot-là⁶⁹. » Pourtant, ces organisatrices sont absentes de tous les reportages des journalistes. Ces femmes, qui ont pris un risque énorme en organisant un événement aussi important dans la ville de Québec, travaillaient depuis longtemps au sein du Parti libéral, pour la plupart dans le comté de Jean-Talon. Elles avaient participé à plusieurs campagnes

électorales tant au niveau provincial que fédéral et connaissaient bien les stratégies politiques. Ce rassemblement, elles l'ont organisé seules, sans le soutien ni l'approbation initiale du Parti, ce qui nous apparaît franchement féministe comme approche.

À Montréal, la situation est différente. Louise Robic, directrice de l'animation du Parti libéral du Québec, est davantage connue de la presse. Ainsi, quelques journalistes l'interviewent et la présentent comme l'organisatrice en chef du rassemblement *Les Québécoises pour le NON*. Cependant, en aucun cas Louise Robic et ses collaboratrices n'obtiennent le mérite d'avoir réussi ce rassemblement et de l'avoir organisé seules. Si le Parti libéral a appuyé la stratégie de ses militantes, il n'a guère publicisé le fait que cette stratégie émanait de militantes. Le clan du « Non », le Parti libéral du Québec en tête, a maintenu l'ambiguïté face au phénomène des Yvettes durant toute la campagne référendaire, faisant appel tantôt à la solidarité féminine face à l'insulte de Lise Payette, tantôt à la solidarité politique pour mobiliser les femmes afin de « sauver le Canada et dire non au référendum⁷⁰ ». Toutefois, vingt ans plus tard, Claude Ryan nous confie qu'il n'avait pas réalisé que la gaffe de Lise Payette pouvait servir à faire un tel rassemblement et qu'il n'avait rien à voir dans l'organisation de l'événement :

Non. À ce moment-là, je n'étais pas encore totalement versé dans l'art de la politique. Je commençais, ça faisait un an. Je ne mesurais pas toujours avec justesse toutes les répercussions d'un événement ou d'une déclaration. [...] Je ne peux pas vous en dire énormément parce que ce n'est pas moi qui ai organisé les Yvettes. Ç'a été vraiment une affaire décidée et organisée par les femmes. Un moment donné, j'ai dit : « je vais y aller ». Elles ont dit « toi, t'as pas d'affaire au Forum ». Elles m'ont dit que ce n'était pas ma place. Je

n'étais pas du tout jaloux qu'on fasse la réunion à partir de l'initiative des femmes et que je reste en dehors⁷¹.

Malgré tout, en 1980, il apparaît impossible de donner le mérite clairement aux organisatrices de Québec, ni même de Montréal. La seule journaliste qui met les organisatrices au centre de l'action est Lysiane Gagnon. Toutefois, même si elle attribue l'initiative aux militantes libérales, l'éditorialiste semble dire qu'elles font tout pour sauver leurs maris : « En effet, elles, les femmes, sont venues une fois de plus au secours de leurs hommes. [...] Elles retourneront bientôt dans l'ombre où se tiennent, toujours prêtes à servir, les femmes des partis politiques⁷². »

Pourquoi faut-il penser que les femmes sont venues au secours de leurs maris ? Pourquoi est-il impensable que les femmes soient venues au secours de leur cause, le fédéralisme ? Ces femmes travaillaient pour le Parti libéral depuis des années et croyaient en la fédération canadienne. N'est-ce pas normal qu'elles aient réagi face à une campagne qui, selon elles, battait de l'aile et face à la crainte d'une éventuelle séparation du Québec du Canada ? Pourquoi n'auraient-elles pas voulu se battre pour un Parti dans lequel elles œuvraient depuis longtemps et surtout pour une cause en laquelle elles croyaient ? « Les séparatistes, on dirait qu'ils ne comprennent pas que nous autres aussi on est aussi fervents qu'eux⁷³. »

Une initiative entièrement féminine

Il semble improbable pour plusieurs que des militantes aient pu organiser ces rassemblements sans l'accord des stratégies du parti et du comité du « Non ». Pourtant, le chef du comité du « Non » lui-même ne se souvient pas qu'on lui ait demandé son accord sur la question : « Je ne m'en souviens pas, on m'en a sûrement parlé, mais qu'on ait demandé ma permission, je ne pense pas. Ce n'était pas du tout la stratégie

du Non⁷⁴. » Il semble qu'un rassemblement pour les femmes était déjà prévu, mais que suite aux propos de Lise Payette, les libérales aient voulu organiser un plus grand rassemblement reprenant le symbole d'Yvette. Pierre Pettigrew, alors chef de cabinet de Claude Ryan, aurait eu une courte conversation avec son patron et on aurait donné le feu vert aux militantes⁷⁵. Andrée Richard, une Libérale impliquée depuis des années dans le comté de Jean-Talon et une des organisatrices du brunch, ne se rappelait pas tout à fait cet événement : « Non, on n'a pas demandé l'avis aux stratèges du parti⁷⁶. » Ainsi, même si le comité du « Non » ou certains libéraux suggèrent de faire un rassemblement pour *Les Québécoises pour le NON* dans la lignée des *Étudiants pour le NON*, des *Gens d'affaires pour le NON*, ce sont les femmes qui prennent l'initiative de transformer ce rassemblement en brunch pour les Yvettes.

Devant cette opinion publique et médiatique qui préfère croire que le brunch est l'œuvre du comité du « Non », une des organisatrices du brunch à Québec, Jeanne Painchaud, écrit une lettre dans *Le Soleil* : « Les traditionnels organisateurs politiques n'y étaient pour rien, ça je puis vous le certifier [...] Réussir à mettre en branle une telle manifestation en si peu de temps et avec un tel succès, faut le faire⁷⁷. »

Le groupe de Louise Robic, comme celui de Québec, n'a pas cherché les permissions non plus. À la question : « Avez-vous demandé la permission ou l'avis de Pierre Bibeau ? », Louise Robic répond un « non » catégorique. À la question : « Quelle a été la réaction de Claude Ryan à votre projet ? », elle répond : « On ne le sait pas, on ne lui a pas demandé. Je ne voulais pas le savoir, je ne voulais surtout pas m'embarquer dans un débat, je n'avais pas le temps. On n'avait pas le temps⁷⁸. »

En mai 1990, dans les journaux, on se remémorait les événements du référendum de 1980. Dans un article sur le phénomène des Yvettes, Louise Robic, alors ministre déléguée aux Finances sous Robert Bourassa, témoigne de cette initiative qui a été longtemps attribuée aux stratèges du parti : « Quand je pense qu'on a accusé les hommes d'avoir tout organisé : ils n'étaient même pas là. Ils avaient bien trop peur de ce que l'on était en train de faire⁷⁹ ! »

Les Yvettes : l'expression d'un féminisme fédéraliste

C'est seulement à partir des années 90 que cette dernière interprétation du phénomène des Yvettes s'impose. Il aura fallu dix ans pour que l'historiographie change son modèle de femmes passives, manipulées, en politiciennes actives et brillantes. Seul L. Ian MacDonald, dès 1984, avait donné de l'importance à ce phénomène et rendu le mérite aux organisatrices. Dans son livre *From Bourassa to Bourassa*⁸⁰, un chapitre entier est consacré à l'organisation des rassemblements d'Yvettes. Nous pourrions nous questionner sur le décalage existant entre une historiographie anglophone qui rend les organisatrices victorieuses dès 1980, alors qu'à la même période, dans l'historiographie québécoise francophone, elles ne sont que des femmes manipulées, antiféministes et au service de leurs maris.

Dans l'historiographie francophone, l'interprétation de MacDonald est reprise par quelques historiens dans les années 90. C'est Naomi Black qui sans ambiguïté donne tout le mérite aux libérales et avance même l'idée que les Yvettes pourraient bien être les représentantes d'un féminisme fédéraliste. Elle présente cette interprétation lors du colloque consacré à Thérèse Casgrain tenu à l'Université du Québec à Montréal en 1993. Pour cette professeure de sciences politi-

ques à l'Université York, les Yvettes ont permis l'expression d'un féminisme non-indépendantiste au Québec :

Venant de l'extérieur du Québec, j'ai bien l'impression que la plupart des universitaires, donc des féministes attirées du Québec, sont des indépendantistes, des souverainistes. Au moment du référendum au moins, elles soutenaient, pour la plupart, le Parti québécois. Qui donc pouvait parler pour un féminisme qui, sans être forcément indépendantiste, aurait pu cependant s'intéresser à l'action indépendante des femmes, aux rouages du pouvoir, à l'État ? Un féminisme qui savait que l'État-providence avait ses origines au plan fédéral, que le vote féminin venait, le premier, des fédéraux, et des partis libéraux. À ce moment-là, en 1980, il n'y avait personne pour dire qu'il y a plusieurs façons d'être féministe, y compris au Canada. Ce sont les militantes libérales qui sont devenues les porte-parole du féminisme politique non-indépendantiste⁸¹.

D'après Black, il ne semble y avoir qu'un seul féminisme acceptable au Québec, le féminisme radical associé, du moins en 1980, à l'indépendance du Québec. Ainsi, par leur attachement au Canada, les Yvettes n'auraient pas été vues comme des féministes. Pourtant, il permet le retour à l'avant-scène de ce féminisme de la différence mis en veilleuse depuis l'explosion du féminisme plus radical. Ainsi, le phénomène des Yvettes ne serait ni manifestation antiféministe, ni retour de la droite, mais affirmation d'une autre forme de féminisme plus traditionnelle et toujours bien présente au Québec.

Les historiens québécois sont plus réticents quant à la responsabilité des Libérales. En 1990, Micheline Dumont publie dans *L'Action nationale* un article qui décrit bien l'évolution de son analyse sur les Yvettes :

Je fais partie des femmes qui, à l'époque, ont été absolument désarçonnées par les milliers de femmes qui allaient proclamer joyeusement au Forum et dans tous les brunchs régionaux qu'elles étaient des Yvettes, et qu'elles étaient fières d'être des Yvettes. Cela nous semblait impensable. Comment les femmes pouvaient-elles vouloir ressembler à la petite fille soumise et vouée aux tâches domestiques des manuels scolaires ? Au fond, en tant que partisane du OUI, je n'avais rien compris : j'avais endossé l'interprétation de Lise Bissonnette...⁸²

Que l'historienne ait alors endossé l'interprétation des féministes souverainistes, c'est possible. Pourtant, cette interprétation que Micheline Dumont définit n'était pas celle de Lise Bissonnette. L'éditorialiste du *Devoir* ne comparait en rien les femmes présentes au Château Frontenac et au Forum à la petite Yvette des manuels scolaires. Son opinion était que ces femmes avaient voulu s'opposer à un courant féministe dans lequel elles ne se reconnaissaient pas et qui n'avait pas à les exclure du choix politique historique qui se dessinait.

Ainsi, l'évolution des mentalités s'effectue à travers l'historiographie, mais pas assez pour que l'on remette en question le féminisme de cette période et sa détermination à exclure le féminisme de la différence et ses représentantes. Malgré tout, Micheline Dumont donne le mérite aux organisatrices et les reconnaît comme de bons stratèges politiques : « Dans les rangs du Parti libéral, en particulier, où une longue tradition masculine les écarte des véritables centres de décision, elles profitent des hésitations des stratèges du « Non » pour lancer l'initiative du *Brunch des Yvettes*, qui aura la fortune que l'on sait⁸³. »

Dans l'ouvrage *Histoire des femmes en quatre siècles*, publié en 1992, le collectif Clio dénonce l'interprétation de l'antiféminisme et présente lui aussi l'affaire des Yvettes

comme étant une *stratégie habilement mise de l'avant par les militantes du Parti libéral*⁸⁴. D'autres historiens semblent vouloir donner le mérite de l'idée et de l'organisation aux Libérales. Claude-V. Marsolais écrit en 1992 dans *Le référendum confisqué* : « Quelques militantes libérales eurent l'idée géniale de récupérer la gaffe de la ministre péquiste de la Condition féminine, Lise Payette⁸⁵. »

Évelyne Tardy, qui s'était très tôt penchée sur le phénomène des Yvettes en 1980, arrive à la même conclusion en 1993. C'est lors du colloque sur Thérèse Casgrain à l'UQAM qu'elle confirme elle aussi cette nouvelle interprétation, mais va plus loin dans le raisonnement : elle suppose que l'interprétation antiféministe véhiculée surtout par des journalistes aurait bien servi les opposants du féminisme :

Plutôt que d'avoir à féliciter des femmes d'être de bonnes stratèges politiques, certaines ont préféré voir dans le rassemblement des Yvettes une querelle de femmes : une féministe insultant une femme au foyer et des femmes au foyer relevant l'insulte et conspuant à leur tour les féministes⁸⁶.

Pourtant, bien plus que les journalistes, c'est le Parti québécois qui a profité de cette interprétation puisque le phénomène des Yvettes est alors perçu, non pas comme une implication politique des femmes, ni une remise en question de l'association de la souveraineté du Québec et du féminisme, mais plutôt comme une simple querelle entre femmes. Il est surprenant que Tardy n'en fasse pas mention. Ainsi, même dix ans après le phénomène, les historiennes ne remettent pas en question l'alliance des féministes de l'époque au Parti québécois, mais pire, elles semblent volontairement exclure cet aspect politique de la discussion. Toutefois, Tardy pose une question très intéressante : pourquoi l'interprétation selon la-

quelle les femmes libérales auraient agi en habiles stratèges politiques ne s'est pas imposée plus tôt ?

Je pense que d'une façon générale, les journalistes et les hommes politiques n'étaient pas prêts à reconnaître et surtout à publiciser qu'il s'agissait là d'une stratégie politique brillante pensée par des femmes. En effet, dans un parti politique, ce sont rarement les militantes qui ont la responsabilité de la stratégie d'une campagne électorale, encore moins de celle d'un référendum. Autrement dit, les interprétations du phénomène des Yvettes qui ont été à la mode après le rassemblement du Forum satisfaisaient plusieurs préjugés nourris à l'égard des femmes⁸⁷.

Encore une fois, on a l'impression que le débat n'est pas repris en profondeur. Ce sont les féministes souverainistes, bien plus que les hommes politiques qui ont eu du mal et qui ont encore énormément de difficulté à reconnaître l'initiative des femmes libérales.

Ainsi, même si l'on entrevoit une évolution des idées quant à la participation politique des militantes libérales dans le phénomène des Yvettes, il semble que l'historiographie n'ait pas réglé complètement ses comptes avec ces femmes.

* * *

Du phénomène des Yvettes, les gens ne se souviennent que d'un aspect ; celui de la fameuse gaffe de Lise Payette. Pourtant, le phénomène des Yvettes s'est avéré beaucoup plus important qu'une simple réplique à la ministre. Les Yvettes ont permis l'expression d'un féminisme différent de celui qui prévaut dans les années 70 et de celui rattaché au nationalisme du Parti québécois. Pourtant, pendant vingt ans, on a préféré cataloguer ces femmes, en faire des ménagères frustrées, des victimes de manipulation plutôt que de s'interroger

sur leurs réelles motivations et d'analyser la possibilité qu'elles aient agi en toute connaissance de cause ou même qu'elles aient agi en politiciennes hors pair.

D'abord, il est intéressant de constater à quel point les médias cherchent à consigner les Yvettes dans un modèle de femme particulier. On essaie d'en faire un groupe homogène. Pourtant, une recherche et une analyse des articles de journaux de l'époque, des témoignages des organisatrices et d'une vingtaine de participantes et finalement des différentes études déjà réalisées sur ce phénomène nous permettent d'affirmer que les Yvettes étaient en fait un groupe de Québécoises très diversifié et non pas uniquement un groupe de ménagères. Les motivations de ces femmes pouvaient varier, mais un point commun les réunissait : leur attachement au fédéralisme.

Toutefois, nous croyons que plusieurs participantes ont assisté aux rassemblements des Yvettes afin de prouver à Lise Payette, et à toutes celles qui dénigraient le travail de femme au foyer, qu'elles étaient des femmes fières, libres et capables de se positionner sur la question référendaire de façon autonome. Toutefois d'autres participantes sont venues, non pas en réaction aux propos de Lise Payette, mais par conviction politique afin d'afficher leur adhésion au camp du « Non », au Parti libéral ou au fédéralisme.

Il est évident que le phénomène des Yvettes a eu des répercussions sur la campagne référendaire et même sur le résultat du référendum⁸⁸. Cependant, il a aussi fait surgir des tensions dans le mouvement féministe québécois. D'abord, ce phénomène a démontré les limites du féminisme égalitaire. En effet, lorsqu'il se développe dans les années 70 au Québec, le féminisme égalitaire ou radical rejette tous les regroupements féministes traditionnels. De plus, les féministes radicales sont convaincues que l'égalité des femmes et des hommes s'établit par une redéfinition des rôles tant au travail qu'à

la maison ; ainsi, les femmes au foyer se sentent méprisées. Les rassemblements d'Yvettes, bien qu'ils ne regroupaient pas seulement des ménagères, obligent les féministes radicales à redéfinir leurs objectifs, qui de toute évidence ne représentent et ne plaisent pas aux femmes elles-mêmes.

Mais aussi, le phénomène des Yvettes dénonce les limites du féminisme alors en grande partie relié au projet souverainiste. C'est qu'en reliant la libération des femmes à la libération nationale, toutes les femmes fédéralistes se retrouvent exclues du projet féministe.

Ainsi, nous nous opposons totalement à l'interprétation selon laquelle les Yvettes seraient l'expression d'un *backlash* antiféministe. Nous pensons au contraire que les femmes qui se sont présentées aux rassemblements d'Yvettes étaient pour la plupart des féministes. Pourtant, il nous est impossible de définir leur engagement féministe selon les taxonomies actuelles. Même s'il est tentant d'identifier un féminisme propre aux Yvettes, unifié et émancipateur, il est pourtant plus réaliste de penser que ces milliers de femmes représentaient plusieurs types de féminismes. Bien que par la nature de leurs discours, plusieurs Yvettes nous apparaissent comme des féministes de la différence, il nous est impossible d'établir une corrélation claire entre ce genre de féminisme et le fédéralisme. En somme, nous ne croyons pas que toute forme de féminisme fédéraliste est un féminisme de la différence. Nous croyons que plusieurs de ces femmes, sans s'opposer totalement au mouvement féministe plus radical des années 70, s'opposaient à certaines de leurs pratiques et de leurs valeurs dont celles qui leur semblaient dénigrer les femmes au foyer. Ces femmes, en s'affirmant de cette façon sur la place publique, effectuaient une action d'émancipation qui depuis longtemps était encouragée par les féministes les plus radicales. Cependant, il est probable que d'autres femmes plus conser-

vatrices aient aussi participé à ce mouvement. Selon les classements théoriques habituels, celles-ci seraient aussi issues d'un féminisme de la différence, même si elles ne cherchaient pas l'égalité entre les genres. En ce sens, le phénomène des Yvettes participe au processus de déconstruction des théories féministes qui aura lieu dans la décennie suivante, ouvrant la voie à une analyse plus nuancée de la participation des femmes à la vie politique.

Pendant près de dix ans, les Yvettes sont presque absentes de l'historiographie francophone. Ces femmes présentaient les deux plus grands défauts de l'époque pour les Québécois : pour les nationalistes, elles étaient des fédéralistes convaincues ; pour les féministes, des femmes au foyer fières de l'être.

Toutefois, si la question des femmes et la question nationale n'avaient pas été si liées à cette époque, les féministes auraient dû se réjouir de cette prise de position politique de milliers de femmes. Mais au-delà de la politique, l'histoire au Québec aurait-elle besoin de faire son examen de conscience ? Comment se fait-il que les Yvettes soient encore boudées par l'historiographie ? Où sont les femmes libérales ? Comment se fait-il que Louise Robic, Monique Bégin ou même Lise Bacon n'aient pas leur biographie dans le grand livre *Ces femmes qui ont bâti Montréal*⁸⁹, au même titre que Lise Payette ou Louise Harel ? On écarte les Libérales, considérant leur action comme de la politique partisane, mais pourtant les féministes associées au Parti québécois et les politiciennes œuvrant dans ce parti ne sont pas boudées de la sorte. En effet, l'historiographie féministe québécoise est prise au piège. Un seul féminisme semble acceptable et salutaire pour les femmes. Nous ne pouvons qu'espérer un renouvellement historiographique recentré sur l'histoire des femmes, mais aussi une remise en question de l'orientation de la discipline. Il est

possible que l'augmentation des recherches en histoire des femmes et l'apport de recherches et d'études internationales contribuent à nuancer le discours réducteur de l'historiographie québécoise. Il serait temps de réconcilier les femmes avec leur histoire.

NOTES

¹ Cet article est tiré de mon mémoire de maîtrise : Stéphanie Godin, *Les Yvettes comme l'expression d'un féminisme fédéraliste au Québec*, Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2003, 157 p.

² Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain, le Québec depuis 1930*, nouv. éd., Montréal, Boréal Compact, 1989, pp. 613-614.

³ Renée Rowan, « 40% des femmes seraient contre, 24% pour », *Le Devoir*, 3 avril 1979, p. 3.

⁴ « Michèle Jean : féministe et historienne », *La Gazette des femmes*, vol. 2, n° 9 (mai 1981), p. 22.

⁵ Lise Bissonnette, « Elle n'aurait dit ni oui, ni non », *Le Devoir*, 31 octobre 1979, p. 4.

⁶ Élisabeth Goodwin, 1941 - , Montréal, études en psychologie, membre des Jeunes libéraux de Westmount et des Jeunes libéraux de l'Université de Montréal, membre de la Fédération des femmes libérales du Québec, responsable de secteur, chef de district, responsable du transport aux élections, organisatrice adjointe dans le comté de Jean-Talon, vice-présidente de l'association libérale de Jean-Talon.

⁷ Entrevue avec Élisabeth Goodwin, Québec, 19 avril 2002.

⁸ Louise Goyer Robic, 1935 - , Montréal, membre de l'exécutif de la circonscription Robert-Baldwin et présidente de la campagne de financement en 1976, responsable de l'animation du Québec pour la campagne référendaire en 1980, présidente du Parti libéral du Québec en 1982, députée de l'Assemblée nationale en 1985, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration en 1985, ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux en 1989, ministre déléguée aux Finances responsable des Institutions financières de 1989 à 1994.

⁹ Entrevue avec Louise Robic, Montréal, 1^{er} février 2002.

¹⁰ Monique Bégin, 1936 - , sociologue et administratrice, ministre du Revenu national 1976, ministre de la Santé et du Bien-être social 1977-1979, 1980-1984.

¹¹ Entrevue avec Monique Bégin, Université d'Ottawa, 28 février 2002.

¹² René Lévesque, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Québec/ Amérique, 1986, p. 406.

¹³ Lise Payette, *Le pouvoir ? Connais pas !*, Montréal, Québec/ Amérique, 1982, p. 79.

¹⁴ Lise Payette, *Des femmes d'honneur. Une vie engagée 1976-2000*, Montréal, Libre Expression, 1999, p. 78.

¹⁵ *Ibid.*, p. 80.

¹⁶ Lise Bissonnette, « Dire non à ce courage-là », *Le Devoir*, 11 mars 1980, p. 8.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Entrevue avec Claude Ryan, Montréal, 26 mars 2002.

¹⁹ Marie-Jeanne Garneau Painchaud, 1929- , bénévole au sein du Parti libéral depuis 1970, chef de secteur et membre du conseil de l'association de comté de Jean-Talon et de Louis-Hébert, en charge du comité pour le travail des bénévoles 1980.

²⁰ Entrevue avec Lyse Audet et Jeanne Painchaud, Québec, 19 avril 2002.

²¹ Entrevue téléphonique avec Pierre Pettigrew, 17 avril 2002.

²² Entrevue avec Diane Fortier, Montréal, 1^{er} février 2002.

²³ L. Ian MacDonald, *From Bourassa to Bourassa: A Pivotal Decade in Canadian History*, Montréal, Harvest House, 1985, p. 139.

²⁴ Sheila Finestone, 1927 - , Montréal, administratrice et analyste politique, présidente de la Fédération des femmes du Québec 1977-1980, membre du comité exécutif pour le comité du « Non » en 1980, députée libérale fédérale élue en 1984, 1988, 1993 et 1997. Secrétaire d'État au Multiculturalisme et à la Condition féminine 1993-1996, sénatrice 1999-2002.

²⁵ Thérèse Lavoie-Roux, 1928- , études en service social, commissaire et vice-présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) 1969, présidente de la CECM 1970-1976, Députée libérale provinciale élue de 1976

à 1989, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la politique familiale de 1985 à 1989.

²⁶ Solange Chapat-Rolland, 1919-2001, commentatrice et écrivaine, députée libérale provinciale élue de 1979 à 1981, sénatrice de 1988 à 1994.

²⁷ Jeanne Sauvé, 1922-1993, journaliste, ministre d'État chargée des sciences et de la technologie 1972-1974, ministre fédérale de l'Environnement 1974-1975, ministre fédérale des Communications 1975-1979, présidente de la Chambre des communes 1980-1984, gouverneure générale du Canada 1984-1990.

²⁸ Louise-Marguerite Renaude Lapointe, 1912-2002, sénatrice 1971-1987, présidente du Sénat 1974-1979, présidente intérimaire 1982-1983.

²⁹ Yvette Boucher Rousseau, 1917-1988, sénatrice 1979-1988.

³⁰ Thérèse Forget Casgrain, 1896-1981, co-fondatrice du Comité provincial du suffrage féminin 1922, présidente de cette organisation appelée désormais Ligue des droits de la femme 1922-1942, participation politique 1942-1963, fondatrice de l'organisation féministe « La voix des femmes » 1961, co-fondatrice de la Fédération des femmes du Québec 1965, sénatrice 1970-1971.

³¹ Entrevue avec Renée Desmarais, Montréal, 1^{er} février 2002.

³² Entrevue avec Claude Ryan, Montréal, 26 mars 2002.

³³ Pierre Bellemare, « 12 000 Yvette envahiront le Forum », *La Presse*, 5 avril 1980, p. A2.

³⁴ L. Ian MacDonald, *op. cit.*, p. 142.

³⁵ Claude-V. Marsolais, *Le référendum confisqué, Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, Montréal, VLB éditeur, 1992, p. 92.

³⁶ Lise Bissonnette, « L'appel aux femmes », *Le Devoir*, 9 avril 1980, p. 8.

³⁷ Marc Laurendeau, « L'incroyable soirée des Yvette : expression d'un très fort ressac », *La Presse*, 9 avril 1980, p. A4.

³⁸ Lysiane Gagnon, *Vivre avec les hommes, un nouveau partage*, Montréal, Québec/Amérique, 1983, p. 179.

³⁹ Jacqueline Lamothe et Jennifer Stoddart, « Les Yvettes ou : comment un parti politique traditionnel se sert encore une fois des femmes », *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (printemps 1981), p. 15.

⁴⁰ Michèle Jean et Marie Lavigne, *loc. cit.*, p. 19.

- ⁴¹ Jacqueline Lamothe et Jennifer Stoddart, *loc. cit.*, p. 15.
- ⁴² *Ibid.*, p. 14.
- ⁴³ *Ibid.*, p. 14.
- ⁴⁴ Discours original de Solange Chaput-Rolland, document appartenant à Lyse Audet.
- ⁴⁵ Raymond Giroux, « Les Yvettes répliquent à Lise Payette », *Le Soleil*, 31 mars 1980, p. 1.
- ⁴⁶ Propos de Lise Payette, *Débats de l'Assemblée nationale*, quatrième session, 31^e législature, vol. 21, n^o 92 (12 mars 1980), p. 5166.
- ⁴⁷ « 1 700 Yvettes adhèrent au NON », *Le Devoir*, 31 mars 1980, p. 1.
- ⁴⁸ Hélène Pelletier-Baillargeon, « OUI ou NON », *Châtelaine*, mai 1980, p. 50.
- ⁴⁹ Entrevue avec Thérèse Lavoie-Roux, dans Hélène Pelletier-Baillargeon, *loc. cit.*, p. 50.
- ⁵⁰ Gilberte Sirois, présidente du PQ Deux-Montagnes, dans Hélène Pelletier-Baillargeon, *loc. cit.*, p. 50.
- ⁵¹ Micheline Dumont, « Du féminin au féminisme : l'exemple québécois reconsidéré », *Clio, histoire des femmes et société*, n^o 6 (1997), p. 215.
- ⁵² Diane Lamoureux, « Nationalisme et féminisme : impasse et coïncidences », *Possibles*, vol. 8, n^o 1 (1983), p. 57.
- ⁵³ Jennifer Stoddart, « La nouvelle participation des Québécoises », *Le Devoir*, 19 mai 1980, p. 7.
- ⁵⁴ Gisèle Larocque, « La fameuse affaire des Yvette », *La Presse*, 21 avril 1980, p. A8.
- ⁵⁵ Lise Payette, *Des femmes d'honneur. Une vie engagée 1976-2000*, *op. cit.*, p. 82.
- ⁵⁶ « 1 700 Yvettes adhèrent au NON », *loc. cit.*, p. 1 ; Pierre-Paul Gagné, « Lise Payette attire 14 000 Yvettes au Forum », *La Presse*, 8 avril 1980, p. A9.
- ⁵⁷ Lise Payette, *Le pouvoir ? Connais pas !*, *op. cit.*, p. 80.
- ⁵⁸ Michèle Jean et Marie Lavigne, « Le phénomène des Yvettes », *Atlantis*, vol. 6, n^o 2 (printemps 1981), p. 18.
- ⁵⁹ Entrevue avec Louise Robic, Montréal, 1^{er} février 2002.

⁶⁰ Diane Lamoureux, *Fragments et collages, essai sur le féminisme québécois des années 70*, Montréal, Remue-ménage, 1986, p. 40.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*, p. 47.

⁶³ Colette Beauchamp, « Lise Payette : “Je n’ai jamais eu de pouvoir sur le dossier de la condition féminine” », *Châtelaine*, vol. 22, n° IV (octobre 1981), p. 43.

⁶⁴ Renée Rowan, « Lise Payette : ayons le courage de sortir de notre prison de peur », *Le Devoir*, 10 mars 1980, p. 5.

⁶⁵ Andrée Dontigny, participante au rassemblement du Forum, interviewée dans L. Ian MacDonald, *op. cit.*, p. 142.

⁶⁶ Diane Fortier, citée dans *Ibid.*, p. 141.

⁶⁷ Lise Bissonnette, « Opération-femmes », *Le Devoir*, 24 octobre 1979, p. 4.

⁶⁸ Entrevue avec Élisabeth Goodwin, Québec, 19 avril 2002.

⁶⁹ Entrevue avec Lyse Audet, Québec, 19 avril 2002.

⁷⁰ Evelynne Tardy, « Le caractère paradoxal de l’engagement des Québécoises au tournant des années quatre-vingt », dans Anita Caron et Lorraine Archambault, dir., *Thérèse Casgrain, une femme tenace et engagée*, Sainte-Foy, Presses de l’Université du Québec, 1993, p. 183.

⁷¹ Entrevue avec Claude Ryan, Montréal, 26 mars 2002.

⁷² Lysiane Gagnon, « Ni Yvette, Ni Lisette », *La Presse*, 10 avril 1980, p. A11.

⁷³ Entrevue avec Lyse Audet, Québec, 19 avril 2002.

⁷⁴ Entrevue avec Claude Ryan, Montréal, 26 mars 2002.

⁷⁵ Entrevue téléphonique avec Pierre Pettigrew, 17 avril 2002.

⁷⁶ Entrevue téléphonique avec Andrée Richard, 21 avril 2002.

⁷⁷ Jeanne Painchaud, « Le statut de la femme est hors-référendaire », *Le Soleil*, 17 avril 1980, p. A8.

⁷⁸ Entrevue avec Louise Robic, Montréal, 1^{er} février 2002.

⁷⁹ Josée Boileau, « Les Yvettes, l’événement référendaire », *Le Devoir*, 19 mai 1990, p. A7.

⁸⁰ L. Ian MacDonald, *op. cit.*, 324 p.

⁸¹ Naomi Black, « Les Yvettes, qui sont-elles ? » dans Anita Caron et Lorraine Archambault, dir., *op. cit.*, p. 168.

⁸² Micheline Dumont, « Les Yvettes ont permis aux femmes d'entrer dans l'histoire politique », *L'Action nationale*, vol. 80, n° 8 (octobre 1990), pp. 1041-1042.

⁸³ *Ibid.*, p. 1042.

⁸⁴ Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, 2^e éd., Montréal, Le Jour, 1992, p. 480.

⁸⁵ Claude-V. Marsolais, *op. cit.*, p. 91.

⁸⁶ Evelyne Tardy, *loc. cit.*, p. 183.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 182.

⁸⁸ Stéphanie Godin, *op. cit.*

⁸⁹ Maryse Darsigny *et al.*, dir., *Ces femmes qui ont bâti Montréal*, Montréal, Remue-ménage, 1994, 627 p.